

Quelle économie nous faut-il pour demain?

L'invitée La députée Dominique-Ella Christin écrit un plaidoyer vibrant en faveur du projet du Conseil fédéral pour moderniser la loi de protection de l'environnement.

Dominique-Ella Christin 02.11.2015

En invoquant des mesures écologiques trop coûteuses et restrictives pour l'économie, la droite conservatrice du Conseil national, soit le PLR, l'UDC et une partie du PDC, a refusé lors de sa session d'automne 2015, le projet du Conseil fédéral de modernisation de la loi sur la protection de l'environnement (LPE), soutenu par la gauche. Cette vision simplifiée gauche-droite est trompeuse car elle donne à penser qu'il faut choisir entre économie et écologie. Pourtant, il est possible, impératif et inéluctable d'agir conjointement en faveur de nos emplois et de notre environnement. Et ce en favorisant une reconversion vers une économie dite « verte », sobre en carbone, fondée sur une gestion plus efficiente des ressources naturelles, conciliant ainsi la création de richesse à la préservation de l'environnement.



Par son projet de révision de la loi, le Conseil fédéral vise précisément à introduire dans la législation des conditions-cadres favorisant cette économie verte. Il a estimé que les changements climatiques, la perte de biodiversité ou la raréfaction des terres disponibles étaient liés à la pression exercée par notre pays sur les ressources à l'échelle mondiale. En effet, par l'importation de matières premières et de produits finis, plus de 70% de l'impact écologique de la Suisse est réalisé à l'étranger. La loi vise à limiter la surexploitation des ressources comme la surpêche ou le défrichement des forêts vierges.

Elle facilite une consommation responsable en interdisant l'importation de certaines matières premières (bois importé issu de coupes illégales..), en favorisant l'information sur les produits à fort impact écologique (huile de palme..) ou en encourageant l'économie circulaire valorisant les déchets. En donnant un signal fort à l'économie, la loi encourage l'innovation et les technologies propres, créatrices d'emplois et moteurs de croissance. Les secteurs économiques les plus concernés, notamment les commerces de détail comme Coop et Migros, soutiennent d'ailleurs la loi qui permet de lutter contre le dumping écologique.

Les élections fédérales du 8 novembre seront cruciales pour l'économie de demain car le futur parlement devra encore se prononcer sur le projet de révision de la loi, ainsi d'ailleurs que sur le virage énergétique et la sortie du nucléaire. Soutenir le projet du Conseil fédéral favorisant une économie verte sobre en carbone, projet en phase avec les réalités actuelles et les défis de l'avenir, c'est faire un geste en faveur de notre qualité de vie, de notre prospérité, et d'une politique environnementale responsable, progressiste et résolument tournée vers l'avenir. (24 heures)

(Créé: 29.10.2015, 14h58)